



Cellule d'analyse européenne

Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents

COM(2013)814

Résumé : la Commission européenne entend combler, grâce à cette proposition, un certain nombre de lacunes de l'actuelle directive mères-filiales. La proposition prévoit d'accorder les avantages de la directive mères-filiales *uniquement* sur la base de la réalité économique (disposition générale anti-abus ou "*General Anti-Abuse Rule*") et de *ne pas* accorder les avantages de la directive lorsqu'il est question de dispositifs financiers hybrides et de planification fiscale agressive (disposition spécifique anti-abus). **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 29 janvier 2014.**

1. Contexte

La directive mères-filiales a pour objet d'éviter qu'un même revenu fasse l'objet d'une double imposition lorsqu'il s'agit de sociétés liées établies dans différents États membres de l'Union¹.

Cette législation présente toutefois un certain nombre de lacunes dues à des différences de qualification. Il arrive dès lors que des entreprises multinationales échappent au paiement de l'impôt. On constate que certaines firmes créent des filiales dans des pays pratiquant des taux d'imposition peu élevés, dans le but de limiter au maximum le montant de l'impôt dû.

Dans son "Plan d'action pour renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales" COM(2012) 722, une communication du 6 décembre 2012, la Commission européenne a indiqué que la directive «mères-filiales» serait révisée à brève échéance.

La Commission européenne a souligné en particulier la nécessité de régler le problème des incohérences entre les différents régimes fiscaux des États membres en ce qui concerne les structures hybrides. En raison de l'augmentation des investissements transfrontières, les groupes transfrontières peuvent utiliser des instruments financiers hybrides pour exploiter les asymétries entre les différents systèmes fiscaux nationaux. Cette situation donne lieu à une distorsion de la concurrence entre les groupes transfrontières et nationaux au sein de l'Union, ce qui est contraire à la finalité de la directive «mères-filiales»

La discussion relative à la lutte contre les abus susvisés est également menée au sein de l'OCDE.

2. Contenu

¹ Cf. Considération n° 3 de la directive 2011/96/UE: "L'objectif de la présente directive est d'exonérer de retenue à la source les dividendes et autres bénéfices distribués par des filiales à leur société mère, et d'éliminer la double imposition de ces revenus au niveau de la société mère."

Avec cette proposition, la Commission européenne entend combler certaines lacunes dans la législation européenne.

La proposition vise à octroyer les avantages de la directive "mères-filiales" *uniquement* sur la base de la réalité économique et de *ne pas* les accorder en cas de dispositifs de financement hybride et de planification fiscale agressive.

L'exonération fiscale prévue dans la directive "mères-filiales" est refusée pour les distributions de bénéfices déductibles dans l'État membre de la source. Par conséquent, l'État membre de la société bénéficiaire (société mère ou son établissement stable) impose la partie de la distribution de bénéfices qui est déductible dans l'État membre où est établie la filiale qui effectue le paiement.

Les lignes de force de la proposition de directive peuvent être résumées comme suit :

	Teneur	Commentaire
1	Instauration d'une « règle générale anti-abus » / General Anti-Abuse Rule	Obligation est faite aux États membres d'inclure dans leur législation fiscale une interdiction générale frappant les montages fiscaux fictifs. Seules les activités économiques réelles constitueront la base d'imposition des filiales.
2	Lutte contre les dispositifs de prêts hybrides	La proposition prévoit de réduire la possibilité, pour les multinationales, de bénéficier d'avantages fiscaux en transférant à leurs filiales des bénéfices et des dividendes sous formes de prêts hybrides. L'exonération fiscale prévue par la directive « mères-filiales » ne serait pas accordée en cas de distribution de bénéfices déductibles dans l'État membre de la source.
3	Délai de mise en œuvre	Si la directive est adoptée, elle devrait être mise en œuvre d'ici au 31 décembre 2014 .

3. Cadre juridique européen :

Fondement juridique : Article 115 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatif au marché intérieur.

1. Suivi au sein des commissions compétentes de la Chambre :

- Commission de droit commercial et économique ;
- Commission des Finances ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les Questions européennes.

2. Suivi auprès des instances fédérales :

- SPF Finances

3. Subsidiarité et proportionnalité :

La Commission européenne défend une approche européenne, étant donné que des actions isolées des États membres ne seraient pas aussi efficaces qu'une action menée au niveau de l'Union européenne, et plus spécifiquement, parce qu'une « *action isolée de chaque État membre en réponse aux dispositifs financiers hybrides ne permettrait pas de résoudre* »

efficacement le problème, puisque celui-ci découle de l'interaction des différents systèmes fiscaux nationaux. »

Projet d'avis sur la subsidiarité et sur la proportionnalité :

- Avis positif sur la subsidiarité

En raison de la dimension transfrontière et du fait que la proposition de directive modifie une directive existante, aucun problème ne se pose en matière de subsidiarité et le niveau européen est le niveau approprié pour élaborer une initiative législative.

- Avis positif sur la proportionnalité

La solution préconisée par la proposition pour s'attaquer à des constructions recourant à des dispositifs financiers hybrides permet de lutter uniformément contre de telles constructions dans l'ensemble de l'Union européenne et, partant, d'assurer une équité concurrentielle pour les États membres, ce qui est bénéfique pour le marché intérieur.

Il peut être demandé aux autorités concernées (SPF Finances) et aux parties prenantes (représentants des entreprises et des PME) ce qu'elles pensent de cette proposition de directive.

Plus particulièrement, on pourrait demander au SPF Finances comment il envisage la mise en œuvre de la "règle générale anti-abus" (le cas échéant, en combinaison avec des dispositions anti-abus existantes dans des traités bilatéraux). Il peut également être souligné que le délai de mise en œuvre de cette proposition de directive est relativement court (31 décembre 2014).

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur cette proposition de législation expire le 29 janvier 2014.

Les parlements nationaux peuvent également formuler des observations et les transmettre à la Commission européenne dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus :

Texte de la proposition de directive

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130814.do>

Texte (du résumé) de l'analyse d'impact

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document.do?code=SWD&year=2013&number=473&extension=null>

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPÉENNE – directive CE – fraude fiscale – harmonisation fiscale – filiale – double imposition – fiscalité – société mère – société – impôt sur les sociétés
-------------------------------	--

Rédaction : Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een **RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2011/96/EU betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen uit verschillende lidstaten**

COM(2013)814

Samenvatting: Met dit voorstel beoogt de Europese Commissie een aantal mazen in bestaande Moeder-Dochterrichtlijn te dichten. Het voorstel strekt ertoe de voordelen van de Moeder-Dochterrichtlijn *slechts* toe te kennen op basis van de economische realiteit (algemene antimisbruikbepaling of “General Anti-Abuse Rule”) en de voordelen van de richtlijn *niet* toe te kennen ingeval van hybride financieringsvormen en agressieve fiscale planning (specifieke antimisbruikbepaling). **De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 29 januari 2014.**

1. Context

De Moeder-Dochterrichtlijn is bedoeld om dubbele belasting te voorkomen over hetzelfde inkomen tussen verbonden vennootschappen die in verschillende lidstaten van de Unie zijn gevestigd¹.

Deze wetgeving bevat echter, ingevolge kwalificatieverschillen, een aantal lacunes waardoor multinationale ondernemingen soms ontsnappen aan het betalen van belasting. Men stelt vast dat een aantal bedrijven dochterbedrijven oprichten in landen met lage belastingtarieven om daarmee zo min mogelijk belasting te betalen.

In het “Actieplan ter versterking van de strijd tegen belastingfraude en belastingontduiking” COM(2012) 722, een mededeling van 6 december 2012, heeft de Europese Commissie meegedeeld dat de Moeder-Dochterrichtlijn op korte termijn zou worden herzien.

De Europese Commissie verwees in het bijzonder naar de noodzaak om het probleem van de incongruenties tussen de verschillende belastingstelsels van de lidstaten in verband met hybride structuren aan te pakken. De toename van grensoverschrijdende investeringen biedt grensoverschrijdende concerns de mogelijkheid om met behulp van

¹ Cf. Overweging n° 3 van Richtlijn 2011/96/EU: “Deze richtlijn strekt ertoe dividenden en andere winst-uitkeringen van dochterondernemingen aan hun moeder- maatschappijen vrij te stellen van bronbelasting en dubbele belastingheffing van zulke inkomsten op het niveau van de moedermaatschappij te elimineren.”

hybride financieringsinstrumenten te profiteren van incongruenties tussen de verschillende nationale belastingstelsels. Dit leidt tot een verstoring van de mededinging tussen grensoverschrijdende en nationale concerns binnen de EU, wat in strijd is met de doelstelling van de Moeder-Dochterrichtlijn.

De discussie over de bestrijding van de hierboven vermelde misbruiken wordt ook gevoerd in de OESO.

2. Inhoud

Met dit voorstel wenst de Europese Commissie een aantal mazen in bestaande Europese wetgeving te dichten.

Het voorstel strekt ertoe de voordelen van de moeder-dochterrichtlijn *slechts* toe te kennen op basis van de economische realiteit en de voordelen van de richtlijn *niet* toe te kennen ingeval van hybride financieringsvormen en agressieve fiscale planning.

De belastingvrijstellingen waarin de Moeder-Dochterrichtlijn voorziet, worden niet toegekend in het geval van winstuitkeringen die aftrekbaar zijn in de bronlidstaat. Dienovereenkomstig moet dan het deel van de winstuitkeringen die aftrekbaar zijn in de lidstaat van de uitkerende dochteronderneming, in de heffing worden betrokken door de lidstaat van de ontvangende maatschappij (moedermaatschappij of vaste inrichting van de moedermaatschappij).

De krachtlijnen van de ontwerp-richtlijn kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Instelling van een "algemene antimisbruikbepaling" / General Anti-Abuse Rule	Verplichting aan de lidstaten om een algemeen verbod op fiscale schijnconstructies op te nemen in hun belastingwetgeving. Enkel de daadwerkelijke economische activiteiten zullen de basis vormen voor belastingheffing bij dochterondernemingen.
2	Het tegengaan van de structuren met hybride leningen	Het voorstel voorziet in een beperking van de mogelijkheid voor multinationale ondernemingen om belastingvoordelen te behalen door winsten en dividenden in de vorm van hybride leningen over te maken naar dochtermaatschappijen. De belastingvrijstelling van de Moeder- Dochter Richtlijn zou niet worden toegekend in het geval van winstuitkeringen die aftrekbaar zijn in de bronlidstaat.
3	Implementatietermijn	Als de richtlijn wordt aangenomen, wordt verwacht dat deze tegen 31 december 2014 is geïmplementeerd.

3. Europees juridisch kader:

Rechtsgrond: Artikel 115 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de interne markt.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Handels – en economisch recht
- Commissie Financiën;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

5. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën

6. Subsidiariteit en proportionaliteit:

De Europese Commissie verdedigt een Europese aanpak omdat een afzonderlijk optreden van de lidstaten niet zo doeltreffend zou zijn als een optreden op het niveau van de EU, en meer specifiek, omdat *“een afzonderlijk optreden van de lidstaten tegen incongruenties bij hybride financieringsvormen geen doeltreffend antwoord op het probleem biedt, omdat de interactie tussen verschillende nationale belastingstelsels aan de basis ervan ligt.”*

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- *betreffende de subsidiariteit: positief*

Door de grensoverschrijdende dimensie en doordat de ontwerprichtlijn een bestaande richtlijn herzielt, stelt zich geen probleem van subsidiariteit en is het Europese niveau het geëigende niveau om een wetgevend initiatief uit te vaardigen.

- *betreffende de proportionaliteit: positief*

De oplossing waarin het voorstel voorziet om constructies met hybride financieringsvormen aan te pakken, zorgt voor een eenvormige aanpak van dergelijke constructies in de hele EU en een gelijk speelveld voor de lidstaten. Dit komt de interne markt ten goede.

Aan de betrokken overheden (FOD Financiën) en de stakeholders (vertegenwoordigers van de Ondernemingen en de KMO's) kan gevraagd worden hoe zij staan tegenover deze ontwerprichtlijn.

Meer in het bijzonder zou aan de FOD Financiën kunnen worden gevraagd hoe zij de implementatie van de “algemene antimisbruikbepaling” ziet (desgevallend, in combinatie met reeds bestaande antimisbruikbepalingen in bilaterale verdragen). Voorts kan gewezen worden op de relatief korte implementatietermijn voor deze ontwerprichtlijn (31 december 2014).

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 29 januari 2014.

De nationale parlementen kunnen ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerprichtlijn

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130814.do>

Tekst van (samenvattende) Impact Assessment

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document.do?code=SWD&year=2013&number=473&extension=null>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE –EG-richtlijn – Belastingfraude – Belastingharmonisatie – Dochteronderneming - Dubbele belasting – Fiscaliteit – Moedermaatschappij – Vennootschap - Vennootschapsbelasting
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be